

L'année 2024 s'annonce difficile pour la société nationale d'électricité

P.6

L'un des premiers secteurs touchés par les sanctions de la Cédéao au Niger est celui de l'électricité car 70% du courant nigérien était importé jusque-là du Nigeria, pays qui a interrompu la distribution. Une décision qui a de gros impacts sur la société...



Assistance Routière

Pour toute assistance routière vous pouvez maintenant nous contacter sur notre numéro vert

N° Vert 80807070

L'union pour l'efficacité



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

LE RÔLE DES BANQUES CENTRALES FACE AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Page 3

Les gouverneurs dans la réflexion



Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO

CLIMAT DES AFFAIRES AU TOGO

L'entrepreneuriat féminin connaît du succès

Dans l'optique de permettre aux femmes d'être autonome et de favoriser leur participation active dans le tissu économique du pays, le gouvernement togolais a initié plusieurs...

Page 4

NOMINATION

Michael Rhodes, nouveau DG de African Agriculture Inc.

Michael Rhodes a été nommé au poste de directeur général de African Agriculture Holdings Inc., un fournisseur d'aliments pour animaux et de produits agricoles durables en Afrique. Il succède à Alan Kessler, qui restera président...

Page 2

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les opportunités d'études en Inde présentées au public togolais

Page 7



PARTAGEZ PLUS

LA FIBRE CANALBOX LA CONNEXION ILLIMITÉE À PARTAGER DANS TOUTE LA MAISON

8866 www.canalbox.tg

CANALBOX PRENEZ LE MONDE DE VITESSE

Nomination

Michael Rhodes, nouveau DG de African Agriculture Inc.

Michael Rhodes a été nommé au poste de directeur général de African Agriculture Holdings Inc., un fournisseur d'aliments pour animaux et de produits agricoles durables en Afrique. Il succède à Alan Kessler, qui restera président du conseil d'administration et continuera à exercer ses fonctions de directeur de la stratégie opérationnelle.

Patience SALLAH

Rhodes a des décennies d'expérience dans l'agriculture à grande échelle en Afrique, y compris la gestion pratique de plus de 16 000 hectares de terres agricoles productives dans plus de huit pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, a déclaré la société basée à New York, aux États-Unis son annonce du 6 février. Rhodes est impliqué dans l'agriculture à l'échelle

commerciale de luzerne et d'autres cultures fourragères destinées à l'alimentation animale depuis plus de 40 ans, en commençant par la ferme de luzerne de sa famille dans l'Utah. Il apporte son expérience dans la mise en œuvre des normes internationales de bonnes pratiques pour la culture de la luzerne et d'autres aliments pour animaux aux agriculteurs et aux éleveurs de toute l'Afrique de l'Ouest.



Rhodes a également été principalement impliqué dans la collecte de plus de 1,5 milliard de dollars de financement pour des projets de développement à l'échelle mondiale auprès de sources des secteurs public et privé.

« Je suis honoré et enthousiasmé par cette grande opportunité », a déclaré Rhodes.

« J'ai l'intention d'apporter les meilleures pratiques agricoles internationales à l'agriculture africaine. Je crois aux peuples d'Afrique et, grâce à

la collaboration continue de l'entreprise avec les communautés locales, nous pouvons créer un héritage de transformation positive. Comme le dit le proverbe africain : « Si tu veux aller vite, vas-y seul. Si vous voulez aller loin, allez-y ensemble. »

African Agriculture se

consacre à l'agriculture commerciale de protéines végétales pour l'alimentation des bovins laitiers et de boucherie. Opérant au Sénégal, l'entreprise a commencé à produire de la luzerne pour l'alimentation et la nutrition du bétail en 2021.

« Mike apporte une véritable expérience agricole réussie et un leadership à la mission principale de l'agriculture africaine consistant à devenir le premier fournisseur durable d'aliments pour animaux de qualité et de produits agricoles connexes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et au-delà », a déclaré Kessler, qui a contribué à la transition de l'agriculture africaine d'une société privée à sa cotation au Nasdaq pendant son mandat de PDG. « J'ai hâte de travailler avec Mike pour aider à bâtir cette activité indispensable en tant que leader régional et mondial.

Forum panafricain sur le financement de l'adaptation au climat

Des réflexions sur la modélisation climatique et les régimes de micro-assurance en agriculture climato-intelligente

Du 06 au 08 février 2024, Lomé accueille le forum panafricain sur la mobilisation et la structuration du financement pour l'adoption climatique.

Augustin ANONWODJI

Organisé par l'initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture africaine (AAA) en collaboration avec l'Initiative d'adaptation pour l'Afrique (IAA) et Sustainable Solutions for Africa (SSA) organise du 6 au 8 février à Lomé, le Forum panafricain 2024 sur la mobilisation et la

structuration du financement pour l'adaptation climatique vient de lancer ses activités. Placé sous le thème la « Modélisation climatique et les régimes de micro-assurance en agriculture climato-intelligente », le forum de cette année s'inscrit dans la mise en œuvre du projet « Soutien au leadership africain en matière d'adaptation au changement

climatique » porté par l'IAA. L'édition de cette année a vu la participation des représentants des Autorités nationales désignées (AND) de 23 pays africains et des points focaux du Fonds Vert pour le Climat (GCF) ainsi que ceux de l'initiative AAA.

Portée du forum L'objectif de ce projet est d'accroître l'engagement politique et financier en faveur du changement climatique par les gouvernements et les donateurs de l'Union Africaine.

Le coordinateur de l'IAA, l'ambassadeur Seyni Nafo a relevé que l'agriculture africaine est une agriculture qui dépend fondamentalement des phénomènes naturels, notamment de la pluviométrie. « Actuellement, la grande majorité des pays africains dépend de ces phénomènes. Au nord c'est une sécheresse pour tout le Maghreb, une sécheresse de plus de 40 ans. Quand on vient dans le Sahel c'est beaucoup d'instabilité dans tout le système pluviométrique et au sud

quand on descend encore un peu plus bas, c'est une baisse agricole. Toute la question de la modélisation du phénomène c'est pour donner des outils et instruments non seulement aux agriculteurs mais aussi, aux ministères en charge de la planification et d'élaborer des politiques agricoles afin qu'ils fassent une meilleure prévision et de pouvoir mieux se prémunir et l'assurance sert à ça justement », a-t-il expliqué.

L'Information continue sur:

www.ecoetfinances.com

ECO & FINANCES
Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email: ecoetfinances.infos@gmail.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Site web: www.ecoetfinances.com
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Le rôle des banques centrales face aux défis du changement climatique

Les gouverneurs dans la réflexion

La conférence internationale sur les rôles des Banques centrales face aux défis du changement climatique a tenu ses promesses le mardi 6 février 2024 au Sénégal. La cérémonie d'ouverture de cette rencontre de haut niveau qui a connu la participation d'imminentes personnalités a été présidée par le Premier ministre de la République du Sénégal, Amadou Bâ, représentant le Président Macky SALL.

Bernard AFAWOUBO

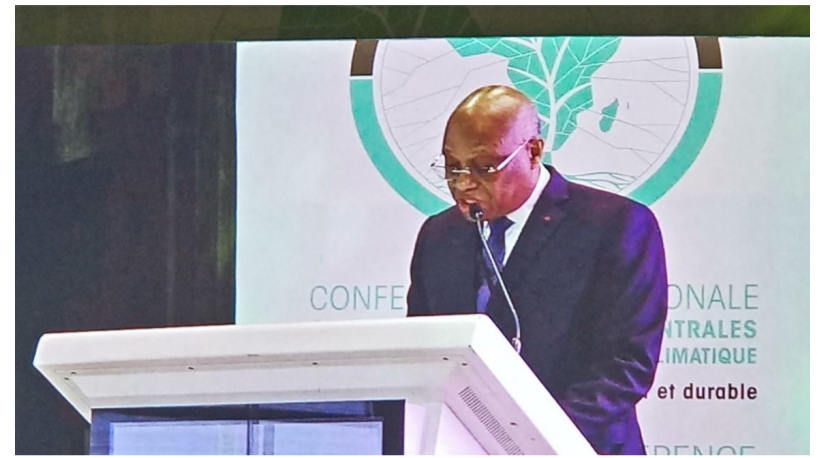
Axée autour du thème : « Le rôle des banques centrales face aux défis du changement climatique », cette conférence de haut niveau organisée par la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), vise à offrir un cadre de réflexion et de partage d'expériences sur la politique climat qui favoriserait une meilleure contribution du secteur financier aux objectifs de résilience climatique et de transition vers une économie durable des États. Selon Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO, cette conférence se veut un creuset d'échange et de partage d'expériences. Elle est une plateforme offre l'opportunité aux participants d'aborder les enjeux du changement climatique et leur implication financière sur le développement économique de la région et du continent. A l'ouverture des travaux, le Gouverneur de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Jean-Claude Kassi Brou, a relevé la responsabilité pour les banques centrales de comprendre, d'évaluer et d'atténuer les risques climatiques dont les effets peuvent compromettre la résilience du système fi-

nancier dans son ensemble. Il a, à cet égard, rappelé les initiatives prises par les banques centrales, notamment dans le cadre du Réseau pour le verdissement du système financier (NGFS). Il a par ailleurs, rappelé l'impact négatif que le changement climatique a sur les économies africaines, celles de l'Union en particulier, qui ne sont pas polluantes. « Les pays africains polluent peu, moins de 5% des émissions de gaz à effet de serre mais on subit des chocs très élevés notamment les inondations, sécheresse, impact sur la santé avec les maladies qui se développent. Et bien sûr, tout cela a un coût économique important qui impacte le secteur financier », a indiqué Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO. A en croire Jean-Claude Kassi Brou, il urge pour les banques centrales notamment africaines de se pencher sur les rôles qu'elles sont appelées à jouer pour atténuer les risques du changement climatique. « L'engagement des Banques centrales à l'égard du changement climatique est récent. Toutefois, les actions que vous menez au cours des huit dernières années reflètent bien la prise de conscience croissante qu'elles ont me-

nées au cours des 10 dernières années reflètent bien la prise de conscience croissante que le changement climatique peut avoir des répercussions importantes sur le système financier et par ricochet sur l'économie », a déclaré Jean-Claude Kassi Brou, Gouverneur de la BCEAO. Et d'ajouter que « Les risques climatiques sont certes des préoccupations environnementales dont les effets peuvent compromettre



la résilience de notre système financier dans son ensemble. Voilà pourquoi ces risques font l'objet d'attention accrue des banques centrales. Celles-ci ont en effet la responsabilité de comprendre, d'évaluer et d'atténuer ces risques ». « Je suis ravi de constater que les Banques Centrales africaines, à l'instar de leurs consœurs des autres régions du monde, ont pris la mesure du rôle important, qu'elles sont appelées à jouer au regard de leurs missions fonda-



mentales pour impulser des actions qui permettront aux secteurs financiers nationaux et régionaux de contribuer davantage aux politiques publiques déployées par les États dans la mise en œuvre de leurs engagements internationaux sur le climat», s'est réjoui Amadou Bâ. Dans son discours d'ouver-

ture, le Premier Ministre a présenté les enjeux du changement climatique, en particulier pour les États membres de l'UEMOA. Il a souligné quelques actions menées par le Sénégal dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Le Chef du gouvernement sénégalais, Amadou Bâ, a ensuite relevé le rôle important que devrait jouer le secteur financier dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, invitant ainsi les banques centrales à

prendre en compte le changement climatique dans la mise en œuvre de leurs missions, afin de « bâtir un système financier résilient et durable ». Au cours de cette rencontre de haut niveau, plusieurs thèmes notamment Changement climatique : Quelles sont les priorités de l'Afrique pour assurer une transition énergétique juste et promouvoir son développement économique ? ; Stabilité financière en Afrique : actions des banques centrales pour accroître la résilience du système financier face aux défis du changement climatique ; Contribution de la politique monétaire aux enjeux du changement climatique ; De la volonté à l'action : quelles approches holistiques pour un financement plus vert des économies africaines ? ont été abordés à travers différents panels. Plus d'une dizaine de Banques Centrales africaines et européennes, mais également les partenaires internationaux et autres associations professionnelles ont pris part à cette Conférence internationale sur le rôle des Banques Centrales face aux défis du changement climatique.

Togo first

Assurance Maladie Universelle

L'Etat va injecter 1,5 milliard FCFA supplémentaire pour l'acquisition de médicaments génériques

Au Togo, l'État devrait ajouter une enveloppe supplémentaire de 1,5 milliard FCFA à la Centrale d'achat des médicaments essentiels et génériques du Togo (CAMEG Togo) à tous les niveaux du système sanitaire, pour soutenir la politique d'acquisition des produits génériques, dans le cadre du déploiement de l'assurance maladie universelle.

L'exécutif a en effet décidé « d'injecter 1,5 milliard FCFA pour élargir l'éventail des possibilités d'obtention des médicaments par la CAMEG », comme l'indiquait

le Prof. Moustafa Mijiyawa, en marge d'une tournée ministérielle de sensibilisation sur l'AMU, le mois dernier. En favorisant ainsi les génériques, il s'agit pour l'exécutif

d'aller vers les produits ayant un meilleur rapport utilité-prix, les moins chers, faciles à obtenir et à rendre disponibles pour le plus grand nombre. De plus, a laissé entendre Prof.

Mijiyawa, la Centrale devrait se positionner comme intermédiaire, pour assurer la fourniture de médicaments dont elle ne dispose pas, et pouvoir les obtenir à un coût plus abordable. La structure devrait se positionner ainsi plus fortement au sein de l'appareillage qui se dessine peu à peu, pour la mise en œuvre de l'AMU. Dans le même temps, des tractations se

poursuivent entre les différents acteurs, l'État et ses agences opérationnelles (la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et l'Institut national d'assurance maladie (INAM)), les mutuelles de santé et les assureurs, ainsi que le corps médical.

Climat des affaires au Togo

L'entrepreneuriat féminin connaît du succès

Dans l'optique de permettre aux femmes d'être autonome et de favoriser leur participation active dans le tissu économique du pays, le gouvernement togolais a initié plusieurs stratégies parmi lesquelles figure la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Ainsi l'Etat soutient la dynamique féminine en créant un environnement propice à leur épanouissement professionnel.

Anissatou AFFO

Selon les besoins, des programmes spécifiques sont mis en place pour offrir aux entrepreneurs des opportunités de formation, de financement et de mentorat, favorisant ainsi la création et la croissance de leurs entreprises. Au-delà de l'aspect économique, la démarche gouvernementale renforce l'impact positif des femmes au sein de la société. Des accords signés

C'est l'un des moyens utilisés par les pouvoirs publics : la signature des partenariats bénéfiques. En octobre 2023 par exemple, le ministère du Développement à la base et la fondation Sephis se sont unis pour la cause de l'entrepreneuriat féminin.

Un mémorandum d'accord



de collaboration signé entre les deux parties permet de construire un partenariat durable pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes en général et celui de la gent féminine en particulier.

Il est conforme à la réforme R4 de la Feuille de route du gouvernement Togo 2025 qui

consiste au renforcement des mécanismes d'accompagnement des TPME à travers la facilitation de l'accès au financement et au foncier.

Un programme de formation et de mentorat sera ainsi mis en œuvre pour les jeunes. C'est « l'aboutissement d'un long processus répondant à

la problématique de l'employabilité des jeunes et qui constitue l'une des préoccupations du gouvernement qui ne cesse d'initier des projets et des réformes pour accom-

pagner les PME », fait savoir le ministère.

Des projets d'insertion variés Le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (Aide) en fait partie. Il est en œuvre depuis 2011 par l'Agence nationale pour la promotion de

l'emploi (ANPE).

À travers une période de stage de 6 mois qui est renouvelable une fois, Aide permet aux primo-demandeurs d'emploi d'acquérir des compétences additionnelles auprès des entreprises privées. Les officiels renseignent que 10 853 stagiaires ont été placés en entreprise, avec plus de 5,4 milliards de francs CFA d'allocations de stage payées de 2011 à 2020.

Les chiffres du programme Aide sont louables. Plus de 7 600 demandes de stage et 2 279 offres de stage ont été enregistrées en 2018 par l'ANPE. En 2016, 4 410 primo-demandeurs d'emploi avaient été mobilisés dont 394 parmi eux embauchés par la suite.

Tout citoyen de nationalité togolaise, âgé de 18 à 40 ans, sans emploi et en quête d'une première expérience professionnelle, ayant un diplôme attestant la formation reçue, est éligible au programme Aide.

Transition énergétique et infrastructures en Afrique

Afreximbank, IFC et White & Case s'associent pour co-organiser un séminaire

Alors que l'Afrique continue de se positionner pour récolter tous les fruits de la transition énergétique, la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), IFC et le cabinet juridique White & Case se sont associés pour organiser une conférence unique journée de séminaire pour discuter de « Transition énergétique et infrastructures en Afrique ».

Le séminaire a attiré environ 150 participants issus d'institutions financières clés, de sponsors et de développeurs de projets et de cabinets de conseil à travers l'Afrique.

Afreximbank a été à l'avant-garde en positionnant l'Afrique sur la voie d'une transition énergétique juste qui permet au continent de s'engager à définir son mix énergétique optimal, en équilibrant les énergies renouvelables, la transition et les combustibles fossiles, afin de répondre durablement à ses demandes énergétiques.

Lors du discours d'ouverture, M. Haytham ElMaayergi,

vice-président exécutif de la Global Trade Bank d'Afreximbank, a déclaré : « L'Afrique a l'avantage unique de pouvoir tirer les leçons du passé et de poursuivre dès le départ une forme de croissance durable. La transition énergétique juste présente une opportunité unique pour le continent de dépasser les technologies et pratiques obsolètes, de construire une infrastructure résiliente et d'adopter des solutions innovantes propices à son développement économique tout en atténuant le changement climatique ».

« L'Afrique connaît une transition significative vers la

construction d'une économie verte alimentée par les énergies renouvelables et des pratiques plus durables », a déclaré Wadid Labadi, conseiller juridique adjoint d'IFC pour l'Afrique. « IFC s'engage à renforcer le programme d'adaptation au changement climatique en aidant le secteur privé et les gouvernements africains à accélérer la transition vers une croissance économique résiliente et à faibles émissions de carbone, à créer des projets propices à l'investissement, à identifier les opportunités de réduction des risques et à mobiliser des capitaux privés et institutionnels à grande échelle. » il ajouta.

IFC aide les entreprises des marchés émergents à accéder aux capitaux dont elles ont besoin pour la transition climatique en renforçant leurs capacités, en établissant des normes mondiales, en géné-

rant une réserve de projets susceptibles d'investissement, en partageant les risques d'investissement et en créant des mécanismes d'investissement. Le séminaire comprenait deux tables rondes et trois ateliers visant à donner aux participants les connaissances nécessaires pour traiter les questions liées à la transition énergétique en Afrique.

Une table ronde sur la transition énergétique juste a examiné l'approche mondiale de la transition énergétique, l'approche non traditionnelle des institutions de financement du développement (IFD) pour soutenir des solutions innovantes, la manière dont les IFD peuvent travailler de manière plus collaborative pour soutenir le développement des réserves de gaz pour alimenter le continent et le financement de petites entreprises évolutives, entre autres.

Le deuxième panel, sur les infrastructures, s'est concentré sur les infrastructures transfrontalières en tant que facteurs essentiels pour débloquer le commerce intra-africain et a examiné la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange continental africain en termes d'accélération du développement des infrastructures pertinentes.

L'un des ateliers a traité du rôle du gaz dans la transition énergétique en Afrique, tandis que les autres ont porté sur l'industrie électrique et le rôle des technologies de rupture dans le développement des infrastructures.

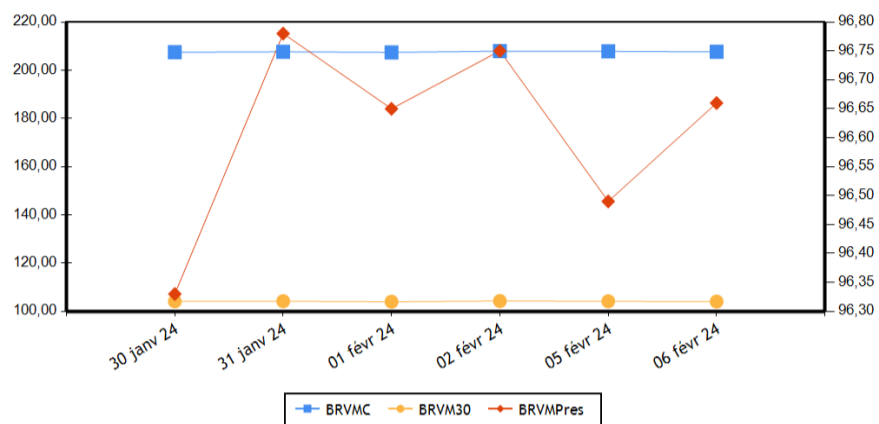
White & Case est un cabinet d'avocats international possédant des bureaux de longue date sur les marchés qui comptent. L'entreprise bénéficie d'une expérience de terrain et d'une intégration transfrontalière.

BRVM COMPOSITE	207,61
Variation Jour	-0,10 % ↓
Variation annuelle	-3,05 % ↓

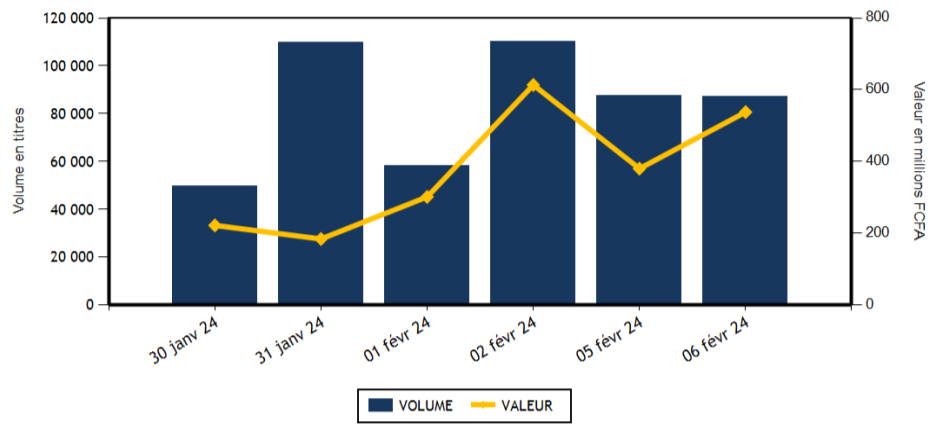
BRVM 30	104,06
Variation Jour	-0,12 % ↓
Variation annuelle	-3,51 % ↓

BRVM PRESTIGE	96,66
Variation Jour	0,18 % ↑
Variation annuelle	-4,74 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 723 516 689 596	-0,10 %
Volume échangé (Actions & Droits)	84 821	-3,12 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	513 577 535	35,21 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	18,18 %
Nombre de titres en baisse	12	-7,69 %
Nombre de titres inchangés	17	-5,56 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 198 223 479 582	-0,02 %
Volume échangé	2 400	4 700,00 %
Valeur transigée (FCFA)	24 000 000	6 757,14 %
Nombre de titres transigés	1	0,00 %
Nombre de titres en hausse	0	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 050	7,14 %	-5,41 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 100	4,74 %	10,53 %
SITAB CI (STBC)	6 200	3,33 %	4,29 %
UNIWAX CI (UNXC)	530	1,92 %	-0,93 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 800	1,75 %	-3,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	6 150	-7,38 %	23,00 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	590	-6,35 %	-18,62 %
SETAO CI (STAC)	840	-2,33 %	-6,67 %
SAFCA CI (SAFC)	1 130	-1,31 %	-12,74 %
TOTAL CI (TTLC)	1 680	-1,18 %	-6,67 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	96,66	0,18 %	-4,74 %	33 612	405 990 205	6,93
BRVM-PRINCIPAL	36	101,98	-0,27 %	-1,90 %	51 209	107 587 330	12,67

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,27	-0,15 %	0,24 %	13 728	15 862 710	38,18
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	510,88	-0,38 %	-3,87 %	31 713	409 021 700	8,13
BRVM - FINANCES	15	84,04	0,29 %	-2,75 %	31 323	72 371 570	6,53
BRVM - TRANSPORT	2	354,83	-0,33 %	7,21 %	247	358 450	7,86
BRVM - AGRICULTURE	5	157,69	0,15 %	-2,40 %	1 895	6 479 290	7,15
BRVM - DISTRIBUTION	7	312,44	-0,24 %	-4,80 %	5 875	9 449 735	11,30
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 036,46	-2,33 %	-6,67 %	40	34 080	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,22
Taux de rendement moyen du marché	8,59
Taux de rentabilité moyen du marché	10,20
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	133
Volume moyen annuel par séance	295 533,00
Valeur moyenne annuelle par séance	665 591 444,97

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	3,03
Ratio moyen de satisfaction	29,15
Ratio moyen de tendance	963,28
Ratio moyen de couverture	10,38
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,03
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Niger

L'année 2024 s'annonce difficile pour la société nationale d'électricité

L'un des premiers secteurs touchés par les sanctions de la Cédéao au Niger est celui de l'électricité car 70% du courant nigérien était importé jusqu'à du Nigeria, pays qui a interrompu la distribution. Une décision qui a de gros impacts sur la société nigérienne d'électricité pour qui les perspectives en 2024 s'annoncent difficiles.

Dans une vidéo qui circule sur les réseaux sociaux et que RFI a pu authentifier, la directrice de la Nigelec, la société nationale d'électricité du Niger, fait le bilan. Elle évoque une année 2023 « particulièrement difficile ». La suspension de l'approvisionnement par le Nigeria a causé des délestages et « une consommation énorme de gazole

pour satisfaire les besoins de la clientèle » car la société nationale a dû compenser par l'usage des centrales thermiques, gourmandes en carburant. Elle a également pu compter sur sa centrale solaire de Gorou Banda. Par ailleurs, les ventes d'énergies, « principale source de recettes » de la Nigelec précise la directrice, n'ont pas atteint les objectifs prévus.

La société nationale termine donc l'année dans le rouge avec un déficit de près de 15 milliards de FCFA. Prévisions moroses Si les échanges avec le Nigeria ne reprennent pas rapidement, la situation serait encore plus difficile, précise la directrice. Le déficit prévisionnel pour 2024 est estimé à 44 milliards de FCFA. Des discussions avec les au-



torités seraient en cours pour que les échanges reprennent entre le Nigeria et la Nigelec qui pourrait également pâtir de la suspension des aides des bailleurs internationaux.

Une partie de ces fonds était destinée au financement de projets d'infrastructures électriques.

Apiculture au Congo-Brazzaville

Une miellerie chinoise pour booster la production

Grâce à un partenariat avec la Chine, la principale coopérative apicole du Congo-Brazzaville, dénommée « ya Diyi », a pu bénéficier d'une miellerie moderne, permettant de produire jusqu'à 13 tonnes de miel par mois. Une façon d'encourager la diversification des activités économiques. Même si un prélèvement plus intensif du miel pose des questions sur le plan environnemental.

La miellerie financée par la Chine est disposée en pièces détachées dans la cour de la mairie du quatrième arrondissement de Pointe-Noire. Raymond Massouema, le permanent de la coopérative Ya Diyi, inspecte la machine qui permettra bientôt d'accroître considérablement la production – qui va passer de 2 tonnes par an à 13 tonnes par mois. « Avec cette unité, les choses vont certainement changer, parce que nous aurons la possibilité d'aller vers d'autres apiculteurs qui travaillent en vase

clos, de récolter leur miel et de l'acheter. Ce don va booster nos efforts. Il nous manquait beaucoup », analyse M. Massouema.

« Ya Diyi » dispose de plus de 2 000 ruches piégées à travers le Congo. Désormais, la coopérative ambitionne non seulement de devenir exportatrice de miel sur le continent africain, elle pourrait contribuer à la diversification de l'économie nationale. « C'est ce qu'on appelle le développement durable, assure Justin Goma Gabou, le promoteur de la coopérative. Tant qu'il y

aura des arbres et des fleurs, il y aura toujours du miel. Par contre, le jour où le prix du pétrole baisse, c'est la catastrophe qui arrive. On n'a plus rien, on ne sait plus où aller pour trouver de l'argent afin de réaliser le budget. »

Diversification économique

Un avis totalement partagé par Apollinaire Molébé, maire sortant du quatrième arrondissement de Pointe-Noire : « C'est tout à fait normal. Moi, je crois qu'on ne peut

pas se focaliser seulement sur le pétrole. Il nous faut évidemment d'autres activités économiques, afin de booster le PIB national », déclare-t-il. Un argument également avancé par l'ambassadrice de Chine au Congo, alors que son pays a décidé de débloquent des financements pour l'apiculture, un secteur jugé prometteur. « Aujourd'hui, l'apiculture est devenue une composante importante dans la diversification économique du Congo », a soutenu la diplomate chinoise dans son discours de remise de la miellerie.

Mais Maixent Animba Eme-ka, du Forum pour la gouvernance et les droits de l'homme (FGDH), voit dans cette accélération de la production une

potentielle menace pour les revenus des minorités. « Le miel est l'une des premières sources de protéines pour les peuples autochtones et l'une des sources économiques pour eux. Mais, ils l'exploitent de façon rationnelle, par quantités raisonnables et soutenables. Mais, lorsque vous venez faire des systèmes de récolte industrielle, vous pouvez créer la rareté dans la forêt : et donc toucher les moyens de subsistance des peuples autochtones et renforcer leur pauvreté », prévient-il.

Pour lui, l'industrialisation du secteur doit être rationalisée, afin de ne pas menacer les réserves naturelles de miel.

Energie

Le groupe TotalEnergies Dirigé par Patrick Pouyanné, annonce un résultat net de 21,4 milliards de dollars en 2023, le plus gros bénéfice net de son histoire

Du temps de la Compagnie française des pétroles, fondée en mars 1924 à l'initiative de l'Etat, c'était limpide. L'entreprise, qui ne s'appelait pas encore Total, puis TotalEnergies, orientait toute son activité autour de l'« or noir ». Un siècle plus tard, le groupe se présente comme une « compagnie multiénergies mondiale de production et de fourniture d'énergies ». Une façon de signifier qu'il ne se résume pas seulement au pétrole et au gaz naturel, deux énergies fossiles responsables du réchauffement climatique. Solaire, éolien, biocarburant, biogaz, hydrogène : la multinationale de la Défense (Hauts-de-Seine) met volontiers en avant ses projets présentés comme « bas carbone »

TotalEnergies, pour autant, mise encore majoritairement sur le pétrole et le gaz fossile. Ces deux énergies restent, de très loin, ses principales sources de revenus : en 2023, la major française a réalisé un bénéfice net de 21,4

milliards de dollars (19,89 milliards d'euros), selon les résultats présentés mercredi 7 février. Une somme record, en hausse de 4 % par rapport à 2022.

Indicateur très suivi par la communauté financière, le résultat net ajusté

baisse franchement (- 36 %), en revanche : il est désormais de 23,2 milliards de dollars – contre 36,2 milliards de dollars en 2022, du fait d'actifs dépréciés en Russie, en raison de la guerre en Ukraine. La baisse de ce résultat ajusté s'ex-

plique notamment par un repli du prix du pétrole : le baril de Brent de mer du Nord a tourné en moyenne autour de 82,6 dollars en 2023 – contre 101,3 dollars en 2022.

Prépondérance des hydrocarbures Les investissements nets – qui incluent les acquisitions et les cessions d'actifs – suivent la même logique. De l'ordre de 16,8 milliards de dollars en 2023, ils sont fléchés aux deux tiers vers les hydrocarbures. Pour la maintenance de gisements pétroliers et gaziers, mais aussi pour de nouveaux projets. Le tiers restant est destiné aux énergies bas

carbone : cette enveloppe spécifique est passée de 4 milliards de dollars en 2022 à 5 milliards en 2023.

En dépit de l'urgence climatique, la prépondérance des hydrocarbures n'est pas près de cesser. En septembre 2023, tout en s'engageant à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, la firme française a annoncé une augmentation de sa production pétrogazière de 2 % à 3 % par an sur les cinq prochaines années.

Politique

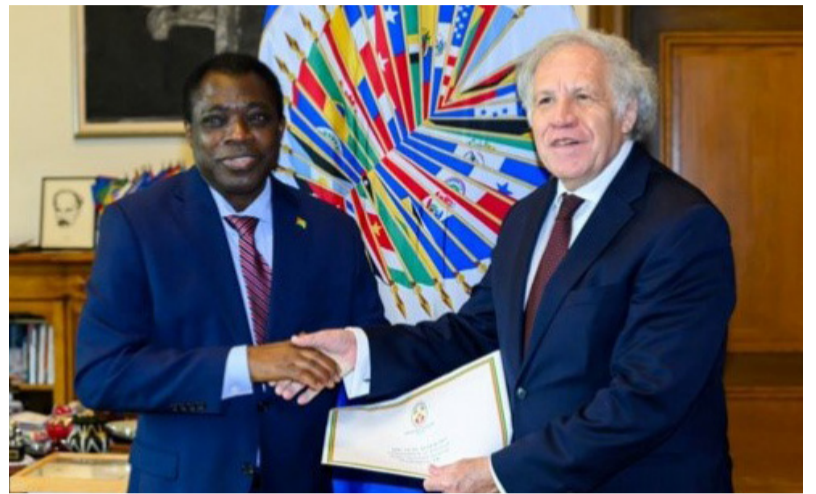
Diplomatie : Le Togo observateur permanent de l'Organisation des États Américains (OEA)

(Togo First) - Le Togo poursuit l'extension de ses relations internationales, en rejoignant l'Organisation des États Américains (OEA), en tant qu'observateur permanent. Cette avancée a été officiellement scellée à la faveur de la présentation des lettres de créance par l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Togo aux États-Unis d'Amérique, Frédéric Edem Hegbe, au Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, lors d'une cérémonie solennelle, le mois dernier (le vendredi 26 janvier 2024).

Au cours de cette rencontre, les deux diplomates ont échangé sur la future coopération entre le Togo et l'organisation américaine, tout en identifiant les domaines prioritaires de collaboration. L'organisation, fondée en 1948, regroupe 35 États membres du continent américain et intervient dans les sphères de la diplomatie et de la coopération. Ainsi, pour le Togo, il s'agit surtout d'ex-

plorer les possibilités d'investissements. Le diplomate togolais a ainsi présenté les secteurs clés qui sous-tendent l'économie nationale, notamment l'agriculture, les mines et le commerce régional, mettant en avant sa position géographique stratégique de passerelle naturelle entre l'océan et les pays du Sahel. Dans un contexte marqué par les défis sécuritaires, l'Ambassadeur Hegbe a souligné l'engagement du Togo en

faveur d'une approche régionale et multilatérale de la coopération militaire pour faire face au terrorisme. « Notre pays s'est inscrit dans une approche régionale et multilatérale de la coopération militaire, convaincu que la mutualisation de nos efforts est fondamentale pour endiguer ces deux phénomènes », a-t-il indiqué à cet égard. Le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a



pour sa part, exprimé la fierté de l'ensemble des États membres d'accueillir le Togo au sein de l'organisation en tant qu'État Observateur Permanent.

Il est à noter que l'Organisation concentre ses actions sur les questions de déve-

loppement économique et social, notamment via des programmes visant à réduire la pauvreté, améliorer l'éducation, renforcer la santé publique, et promouvoir le commerce et l'investissement, tout en œuvrant à résoudre les conflits.

Enseignement supérieur

Les opportunités d'études en Inde présentées au public togolais

Lomé, 7 fév. (ATOP) - L'ambassade de l'Inde au Togo a organisé, le mardi 6 février à Lomé, un salon de l'éducation de l'Inde afin de montrer aux étudiants, élèves, parents et enseignants, les opportunités d'études et de bourses que son pays offre aux étudiants.

Le salon a connu la présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Pr. Ihou Majesté Watéba, de l'ambassadeur de l'Inde au Togo, Sanjiv Tandon, du président de l'Université de Kara, Kokou Tcharié, des responsables du monde universitaire, des représentants des universités indiennes, des parents, élèves et étudiants. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du partenariat et de renforcement des capacités, un des piliers clés des liens bilatéraux entre l'ambassade et le gouvernement du Togo dans le domaine de l'éducation et du développement des compétences. Cette présentation a permis au public togolais de découvrir les opportunités d'études et de bourses ainsi que les infrastructures d'accueil des différentes universités indiennes. Ils ont pu d'identifier le potentiel de l'Inde

dans le domaine de l'enseignement supérieur en visitant les différents stands des 11 universités présentes. Ils ont posé des questions et compris les avantages et opportunités offertes par ces universités, pris connaissances des sites web et adresses des universités pour éventuellement faire des inscriptions. Les opportunités qu'offrent les universités indiennes Ces opportunités sont entre autres l'encadrement qu'elles assurent en matière d'hébergement aux étudiants à l'intérieur des campus. Les universités indiennes excellent surtout dans les domaines de la technologie numérique, elles font la transmission des connaissances en utilisant des outils numériques avancés. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ihou Majesté Watéba a témoigné que l'Inde est un pays où tous les étudiants



qui y vont, disent que c'est un nouveau style d'enseignement qui est encourageant. « Je crois que, eu égard à la diversité en offre dans les secteurs prioritaires prônés aujourd'hui au Togo, l'Inde est pour nous, la meilleure destination pour les étudiants togolais » a souligné le ministre. Le ministre Watéba a indiqué qu'à l'avenir, l'Inde sera un partenaire privilégié dans les formations. « Il y a tout en Inde surtout dans les domaines de la technologie numérique. Le gouvernement togolais se propose de mettre un accent sur ce partenariat pour produire des jeunes togolais qui vont aider à relever les défis de demain. Entre autres avantages, c'est le retour au pays des étudiants

une fois les études terminées », a relevé le ministre. L'importance de l'enseignement supérieur en matière de technologie L'ambassadeur de l'Inde au Togo, Tandon Sanjiv a déclaré que l'Inde est aujourd'hui l'un des pays en développement le plus rapide au monde. L'enseignement supérieur dit-il, tant en termes d'infrastructures que de qualité, se développe rapidement. Il a ajouté que cet enseignement se concentre sur la transmission des connaissances en utilisant des outils numériques avancés. « Aujourd'hui, nous reconnaissons que l'éducation est une force nationale ; et que le savoir est un moteur de croissance pour rendre une nation forte. Par consé-

quent, j'espère vivement que les étudiants tireront le meilleur parti de leurs interactions avec diverses universités de renom qui visitent Lomé actuellement. Les universités indiennes appelées à donner une formation de qualité L'Ambassadeur a rappelé aux Universitaires Indiens, que le Togo regorge d'un réservoir de potentiel inexploité parmi sa jeunesse, précisant que c'est une jeunesse talentueuse, travailleuse qui réussit extrêmement bien dans ses études. Sanjiv Tandon a souhaité que cette jeunesse soit davantage accompagnée pour transformer son énorme potentiel inexploité en réalisations et en succès afin d'apporter la recherche et l'entrepreneuriat dans le pays. Il leur a demandé de s'assurer que chaque étudiant qu'ils vont préparer dans leurs universités, soit capable de transformer les autres étudiants lorsqu'ils reviennent au Togo. « Vous devez les encourager à revenir dans leur pays et à contribuer à son progrès socio-économique » a conclu l'ambassadeur.



VOUS SERVIR

PLUS DE QUALITÉ



400*
FCFA
BOUTEILLE

MILÉMAN



ASSOCIATION DE LOYER N°1
DE LA PRESSE ÉCRITE

www.bbmedia.com

